



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.  
GENERALE

A/37/57  
S/14818  
29 décembre 1981

ORIGINAL : ANGLAIS/FRANCAIS

ASSEMBLEE GENERALE  
Trente-septième session  
LA SITUATION AU KAMPUCHEA  
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITE ET  
DE LA COOPERATION EN ASIE DU SUD-EST

CONSEIL DE SECURITE  
Trente-sixième année

Lettre datée du 28 décembre 1981, adressée au Secrétaire général par  
le Représentant permanent de la République démocratique populaire lao  
auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, pour votre information, le texte du Document final de la Rencontre consultative de travail des vice-ministres des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, de la République populaire du Kampuchea, de la République socialiste du Viet Nam, de la République de Cuba, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la République socialiste tchécoslovaque, de la République populaire de Bulgarie, de la République populaire de Pologne, de la République populaire mongole, de la République démocratique allemande et de la République populaire hongroise, qui s'est tenue à Vientiane les 18 et 19 décembre 1981.

Je vous saurais gré de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points intitulés "La situation au Kampuchea" et "Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est", et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur extraordinaire  
et plénipotentiaire,

Représentant permanent,

(Signé) Vithaya SOURINHO

**ANNEXE**

**RENCONTRE CONSULTATIVE DE TRAVAIL DES VICE-MINISTRES DES AFFAIRES  
ETRANGERES DES PAYS SOCIALISTES**

A l'initiative de la République démocratique populaire lao, de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam, s'est tenue à Vientiane, capitale de la République populaire lao, du 18 au 19 décembre 1981, une rencontre consultative de travail des vice-ministres des affaires étrangères de la République démocratique populaire lao, de la République populaire du Kampuchea, de la République socialiste du Viet Nam, de la République de Cuba, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la République socialiste tchécoslovaque, de la République populaire de Bulgarie, de la République populaire de Pologne, de la République populaire mongole, de la République démocratique allemande et de la République populaire hongroise.

Kaysone PHOMVIHANE, secrétaire général du parti populaire révolutionnaire lao, premier ministre du Gouvernement de la République démocratique populaire lao, a reçu les participants à la réunion et a eu avec eux des conversations cordiales.

Phoumi VONGVICHIT, membre du Bureau politique du Comité central du parti populaire révolutionnaire lao, vice-premier ministre, a prononcé le discours inaugural.

Les participants à la réunion constatent que la tension internationale actuelle fait nettement apparaître l'existence de deux lignes dans la politique mondiale. Les milieux impérialistes agresseurs, en premier lieu les Etats-Unis, s'évertuent à faire tourner à rebours la roue de l'histoire et à empêcher le relâchement de la tension, espérant faire réapparaître la période de la guerre froide. Ils accélèrent la course aux armements, tentent d'imposer la théorie selon laquelle la guerre nucléaire est "acceptable", voulant manifestement rompre l'équilibre stratégique existant et s'assurer la suprématie.

Ces plans et actes dangereux pour la paix se heurtent à la ferme politique extérieure de paix des pays socialistes et au vaste mouvement de lutte des forces de paix, d'indépendance nationale, de démocratie et de progrès social dans le monde. Les participants à la rencontre déclarent que leurs pays soutiennent pleinement les importantes propositions sur les problèmes internationaux cruciaux évoqués au vingtième Congrès du parti communiste de l'Union soviétique. Les nouvelles initiatives de l'Union soviétique, dictées par un souci de paix et formulées par Leonide Brejnev lors de sa visite en République fédérale d'Allemagne, ont une portée considérable.

Les participants accueillent satisfaction l'adoption par l'Organisation des Nations Unies de la Déclaration sur la prévention de la guerre nucléaire et des résolutions visant à mettre fin à la course aux armements, qui répondent aux intérêts des peuples.

Ils se félicitent de tout effort des gouvernements et peuples des pays d'Asie tendant à instaurer entre ces pays des relations fondées sur le principe du respect mutuel de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, de la non-violation des frontières nationales, de l'égalité, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, du non-recours à la force ou à la menace d'utilisation de la force, du règlement des différends uniquement par des moyens pacifiques et de l'instauration d'une coopération avantageuse. Ils réaffirment leur engagement d'oeuvrer de leur mieux pour que ces principes soient appliqués sans délai dans les relations entre les pays d'Asie.

C'est précisément ce à quoi tendent les propositions concrètes de négociation portant sur l'établissement de mesures de renforcement de la confiance en Extrême-Orient entre tous les pays intéressés, la volonté de discuter de tout problème ayant trait à la situation en Afghanistan sur la base du programme formulé par le Gouvernement de la République démocratique d'Afghanistan, l'initiative de la République populaire mongole concernant la conclusion d'un traité de non-agression et de non-recours à la force dans les relations entre les pays de l'Asie et du Pacifique, enfin, les propositions constructives de la République démocratique populaire lao, de la République populaire du Kampuchea et de la République socialiste du Viet Nam à l'égard des pays membres de l'ANASE et de la Chine. Par ailleurs, la politique constructive de paix menée par l'Inde contribue grandement au maintien de la sécurité internationale.

La politique hégémoniste des milieux dirigeants chinois qui pactisent avec l'impérialisme américain et les autres forces réactionnaires pour s'opposer aux trois pays d'Indochine et leur ingérence flagrante dans les affaires intérieures d'autres pays de l'Asie du Sud-Est ont créé une situation tendue et menacé la paix et la stabilité dans cette région.

La coopération militaire entre Washington et Beijing constitue une réelle menace pour les nations d'Asie. Le Gouvernement américain, encouragé par Beijing, poursuit sur le continent asiatique une politique d'ingérence et de pénétration par divers moyens. Il tente hypocritement de justifier cette politique par la nécessité d'engager un combat face au "danger que représente l'Union soviétique et le Viet Nam". Cependant, l'Union soviétique, l'unique grande puissance qui n'ait pas entrepris de guerre en Asie du Sud-Est, ne saurait être considérée comme une menace pour qui que ce soit dans cette région. La République socialiste du Viet Nam, qui n'a jamais été en guerre contre les pays de l'ANASE, n'a pas et n'aura jamais l'intention de le faire.

Les participants à la Rencontre condamnent vivement la campagne de calomnies lancée par les Etats-Unis et les autres forces réactionnaires contre le Viet Nam et l'Union soviétique, affirmant que ces pays ont fait usage d'armes chimiques. Cette campagne vise à détourner les protestations croissantes de l'opinion mondiale au sujet des conséquences indéniables de l'emploi d'agents chimiques dangereux utilisés par les Etats-Unis au Viet Nam et dans d'autres parties de la péninsule indochinoise. En lançant l'accusation susmentionnée, les Etats-Unis se proposent de dissimuler le fait qu'ils accélèrent la course aux armements et d'autre part produisent et stockent des armes chimiques.

La réunion consultative des vice-ministres des affaires étrangères tenue à Vientiane s'est déroulée dans une atmosphère d'amitié fraternelle, de solidarité, de communauté de vues et d'absolue compréhension mutuelle. La République démocratique populaire lao, la République populaire du Kampuchea, la République socialiste du Viet Nam, la République de Cuba, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la République socialiste tchécoslovaque, la République populaire de Bulgarie, la République populaire de Pologne, la République populaire mongole, la République démocratique allemande et la République populaire hongroise expriment le désir de poursuivre et d'intensifier leur coopération et leur échanges de vues. Elles réaffirment qu'elles sont disposées à nouer des relations amicales avec tous les pays de l'Asie du Sud-Est, de procéder à des échanges de vues avec ces derniers en vue de contribuer à faire de cette région une zone de paix, d'amitié et de coopération, et de favoriser le maintien de la paix, en Asie et dans le monde.

-----

